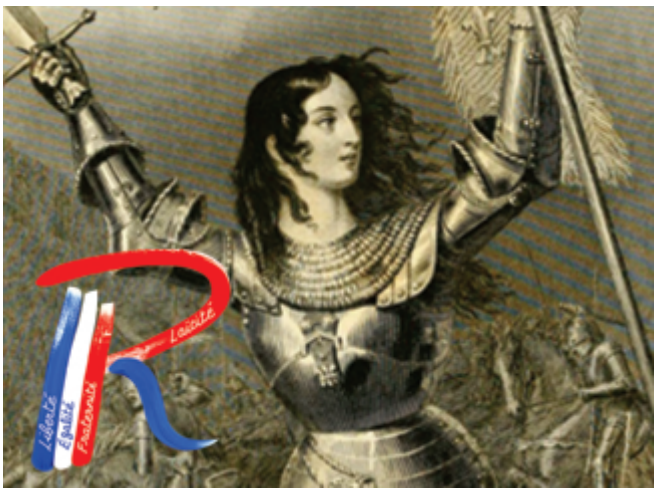
Le syndicat de la magistrature opposé aux mesures anti-djihad au nom de la liberté d'expression… Par Olivia Blanche

écrit par Georges | 16 septembre 2014



Le ministre de l'Intérieur veut faire voter à l'Assemblée, tous politiques confondus, des mesures pour lutter contre le recrutement jihadiste en France. Mais, sur France Inter, pas plus tard qu'en fin de semaine dernière, j'ai entendu que le "Syndicat de la Magistrature" (!) s'opposait à certaines de ces mesures, telles que le brouillage de vidéo vantant le jihad, etc… au motif "qu'interdire ces vidéos porterait atteinte à la liberté d'expression"… Liberté d'expression, qui, comme nous le savons est sacrée dans notre pays et ne doit pas être entravée…

Apparemment il est moins grave de prôner les crimes de sang que de crier que l'islam est une saloperie, pour les magistrats de ce pays !

Olivia Blanche

Complément de Christine Tasin

On ne peut que louer le souci du Syndicat de la Magistrature de s'opposer à ce que le gouvernement "*contourne sciemment le contrôle de* ***l'autorité judiciaire, gardienne constitutionnelle des libertés individuelles sur des questions aussi essentielles pour chaque citoyen que le contrôle de l'internet, la liberté d'expression et la liberté d'aller et venir.*****"** Nul doute que les condamnations de Pierre Cassen, Pascal Hilout, Renaud Camus, Christine Tasin… ont été prononcées par d'affreux juges fachos qui n'avaient rien à voir avec le Syndicat de la Magistrature… Nul doute non plus qu'aucun juge affilié au Syndicat de la Magistrature n'a pu participer, de près ou de loin, au fameux "mur des cons"…

Plus sérieusement, on ne peut que constater la haine de la France et des Français qui pousse certains magistrats à utiliser les pouvoirs qui leur sont conférés pour permettre une immigration débridée (liberté d'aller et venir), la liberté d'appeler au djihad et d'y répondre, quitte à mettre nos enfants en danger, et le refus de contrôler Internet sauf pour les sites de réinformation qui s'attaquent à l'islam…

Combien de temps les Français supporteront-ils ces horreurs /privilèges dignes de l'Ancien Régime ?